

Déclaration du SNABF Solidaires au CCE d'installation du 5 avril 2011

Monsieur le Président,

Le résultat des élections sociales de mars 2011 place toujours, tant en nombre de voix qu'en nombre de Comités d'établissements gérés, notre organisation syndicale au 1^{er} rang. En tant que gestionnaire sortant du CCE, ce résultat aurait dû, en toute logique, nous permettre aujourd'hui une mise en place du CCE par les élus dans une continuité syndicale. Cependant, nous nous trouvons dans une situation aussi imprévisible qu'inédite.

En effet, notre campagne électorale était marquée par une volonté réelle de poursuivre la gestion du CCE malgré les difficultés engendrées par la politique du désengagement financier de la Banque en matière de Dépenses Sociales.

Dans cet objectif, le SNABF Solidaires avait comme toujours prévu une équipe d'élus CE prête à prendre la responsabilité de la gestion du CCE et ce malgré la répartition décidée par la Direction départementale du Travail le 3 février dernier.

Nous avons contesté par un recours hiérarchique auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi avec Force Ouvrière cette décision qui ne respecte pas la répartition des effectifs dans les collèges électoraux.

La logique des élections des secrétaires dans chaque CE aurait dû nous apporter aujourd'hui une majorité absolue au CCE.

Or, après le résultat des élections, une alliance de circonstance a été conclue au niveau national entre la CGT et la CFE-CGC, à l'insu des électeurs, qui a modifié cette logique.

Ainsi, l'alliance CGT/CFE-CGC est devenue aujourd'hui majoritaire au CCE en détenant ensemble 10 élus titulaires (6 pour la CGT, 4 pour la CGC) contre 7 élus pour notre organisation et 1 pour FO.

L'objectif réussi de cette alliance a manifestement été de réduire le nombre d'élus SNABF Solidaires au CCE et par là même modifie les conditions qui nous auraient permis de poursuivre la gestion du CCE.

Compte tenu de cette situation inédite, le SNABF Solidaires a décidé de ne présenter aucun candidat pour le poste de secrétaire et de laisser les organisations syndicales de cette nouvelle alliance post électorale devenue majoritaire prendre leurs responsabilités.